

## **Le Capitalisme de Connivence : Premier ennemi de la PME Française. (Synthèse)**

Talleyrand, le diable boiteux disait :

**« Les Financiers ne font bien leurs affaires que lorsque l'Etat les fait mal »**

Alors dans le contexte que nous connaissons tous depuis près de 40 ans, et de son accélération depuis 2007, une question, à cette citation de Talleyrand me vient à l'esprit:

### **Quid d'un état mal gouverné par de bons financiers ?**

Je ne ferai pas ici, en une vingtaine de minutes, le procès du Capitalisme de connivence, des prises illégales d'intérêts, de la corruption généralisée des Elites Européennes, que j'appelle en France l'Olig-Enarchie, des détournements de fonds publics et des techniques sophistiquées de blanchiment qui les accompagnent, tant les exemples sont nombreux et connus de vous tous, et que nos élus, d'ailleurs, condamnent en tirant à boulets rouge, en jetant notamment l'opprobre sur les gouvernements du continent Africain et des pays émergents pour ces pratiques, mais dont la seule différence avec ces derniers, ne réside en réalité, que dans le fait que les milliards détournés ne sont pas en Milliards de Francs CFA chez nous, mais bien en Milliards d'Euros...

Je me contenterai en revanche, de développer, d'illustrer mes propos sur les conséquences directes de ces pratiques sur l'ensemble des entrepreneurs de notre pays au travers de 3 exemples :

Un premier au niveau Européen, un second au niveau national, ainsi qu'un troisième au niveau Local. (Car hélas, ces pratiques des Elites dirigeantes Européennes et Nationales, ont une regrettable tendance à ruisseler sur ce que j'appelle le petit potentat oriental local, élu de province, et là aussi, comme dans les 2 premiers degrés, en toute impunité)

#### **Premier exemple, au niveau Européen :**

*Les mécanismes arbitraires des prix de l'énergie et en particulier, ceux de l'électricité pour les PME françaises, dans l'unique but de créer une concurrence artificielle dans la distribution électrique.*

Quand on sait par exemple, que l'énergie éolienne, malgré les budgets colossaux décidés par l'Etat depuis une Quinzaine d'années, représente 1,3 % de la production électrique Française, qu'elle est subventionnée dans des proportions hallucinantes, avec une fiscalité extrêmement favorable pour les investisseurs...

Alors que les Patrons de PME, eux, voient à l'heure actuelle, leurs factures d'électricité s'envoler, multipliées par 4 ou plus, en fonction d'un bouclier énergétique validé ou non (Qui ne fait que creuser la dette souveraine, mais « c'est pas grave, c'est pas cher, c'est l'Etat qui paye »)

Certains sont d'ores et déjà dans l'obligation de suspendre leurs productions, et je ne parle pas que de PME de l'industrie, cela devenant déjà même une réalité pour l'artisan boulanger...

Et ces petits patrons sont dans l'obligation d'aller voir leurs banquiers de quartier, pour négocier à des prix prohibitifs, eux aussi, des solutions pour conserver un minimum de cash flow pour tenir...

Tenir...combien de temps...

En hypothéquant leurs biens gagnés tout au long d'une vie de travail, au mépris de vacances passées en famille, et sans avoir la garantie de pouvoir les conserver si le retour à meilleure fortune venait à se faire trop attendre, au goût de la hiérarchie du banquier de proximité, condamnant de facto l'entrepreneur à une vente forcée pouvant aller jusqu'à celle de la résidence familiale, celle où il n'a pas eu le temps de voir ses enfants grandir, en raison de son statut tellement encensé et envié de « force vive de sa petite ville de province ».

Ce statut lui permettant de recevoir son carton individuel d'invitation annuelle, pour un verre de mousseux tiède à l'occasion des vœux du maire de sa commune, au courant du mois de Janvier de chaque année...

Mais ce que ce dirigeant de PME ignore, et c'est peut-être mieux ainsi, c'est qu'une filiale on ne peut plus discrète de la banque de sa petite agence bancaire locale, dont les succursales sont entre autres, implantées à Londres, Genève, ou Hong-Kong, a pour Very Important Client, un compatriote Français, résident à Londres, dont les

Holdings Européennes non Françaises, détiennent des centaines d'éoliennes sur le territoire Français, et que le principal administrateur de ces holdings étrangères dont l'actionnaire unique basé au Panama, n'est autre que le sous-directeur de la petite et discrète succursale bancaire basée à l'étranger, et dont le bénéficiaire effectif n'est autre que le siège de la petite agence bancaire du petit chef d'entreprise en question...

Le Problème, c'est que le démantèlement d'une éolienne en fin de vie coûte entre 500 000 et 1 000 000 € Pièce...

Donc si le bénéficiaire effectif est au Panama, qui va payer ?

### **Deuxième exemple, au Niveau National.**

*La Loi Organique relative aux Lois de Finances, RGPP et autres désastres répétés dans les mises en place de Programmes informatiques comme Chorus, Louvois, ONP et bien d'autres.*

Je me focaliserai, dans cet exemple, plus précisément sur la mise en place du Logiciel Chorus, dans les années 2009-2012.

Thierry Breton est, de 2005 à 2007 (gouvernement Raffarin III) le dernier ministre des Finances du deuxième mandat de Jacques Chirac.

En tant que ministre des finances, il commande à Michel Pébereau (alors Président de BNP PARIBAS et président de la section France du think-tank ASPEN Institute, Think-Tank particulièrement influent dans les technologies IT), un rapport.

Cette étude, connue sous le nom de rapport Pébereau, sera le coup d'envoi de la mise en œuvre, par les plus hautes instances de l'État, de la réforme générale des politiques publiques dites RGPP.

Suite à ce rapport, sous la présidence de Sarkozy, un Comité de pilotage est créé, appelé CMPP.

- Eric Woerth (ministre du budget),
- Michel Pébereau (Dirigeant de la BNP et de l'institut ASPEN),
- Nicolas Sarkozy (président de la République)
- François Fillon (1er ministre)
- Claude Guéant (secrétaire de l'Élysée).

Ce comité de pilotage, chargé de la mise en place de la réforme de l'État, confie à des cabinets de conseils (McKinsey, Bain & Cie, Deloitte, Accenture... pour les plus connus) extérieurs au gouvernement, la mise en place d'appels d'offres, d'études, concernant les nombreux projets informatiques (parmi lesquels Louvois, Chorus, ONP...)

Le Ministère de la Défense, a alors été choisi pour essayer les plâtres de la mise en route de ce logiciel comptable devant équiper l'ensemble des ministères Français.

Mais malgré les avertissements de nombreux utilisateurs, le lancement de Chorus a généré de très graves dysfonctionnements répétés et provoqué des retards de paiement dramatiques sur les PME en contrat avec l'armée, à tel point que près d'un millier de ces PME ont disparu, et près de 15 000 emplois ont été détruits sur une période d'environ 2 ans.

J'ai pour ma part, entre 2010 et 2012, licencié plus de 200 salariés et perdu cette entreprise, avec, vous pouvez l'imaginer, des conséquences extrêmement pénalisantes au niveau financier.

J'estime toutefois faire partie des privilégiés...

Car certains dirigeants sont tombés malades, d'autres sont devenus fous, certains ont tout perdu au point de devoir dormir dans leur voiture.

D'autres, enfin ont préféré mettre fin à leurs jours.

Là encore, ce que la plupart des dirigeants sacrifiés sur l'autel de la RGPP et des cabinets de conseils anglo-saxons ignorent, et c'est peut-être mieux ainsi, c'est que les 7 milliards d'euros engloutis dans la mise en place de ces logiciels dont le seul finalement abouti aura été Chorus, n'auront pas été perdus pour tout le monde...

Thierry Breton, par exemple, a quitté Bercy en 2007. En Septembre de la même année, il est nommé « senior advisor » de l'entité américaine de la banque d'affaires, Rothschild North America, tout en poursuivant ses activités d'enseignement sur la gouvernance à Harvard, et en restant donc basé à Boston, avant de revenir en Europe comme Président d'Atos, Société moribonde à l'époque, avant de décrocher le JackPot avec le Contrat Chorus, et de devenir l'une des structures IT les plus rentables d'Europe, dans un contexte où il est important de le rappeler, BNP Paribas détenait 22% au moment où Michel Pébereau était au comité de pilotage de la CMPP...

Et que le directeur de cabinet du ministre du Budget, Eric Woerth, sortait tout droit de la direction de Mc Kinsey, Et que le Cabinet d'avocat Américain Baker & McKenzie, dont la dirigeante quelques semaines plus tôt devenait Ministre de l'Economie, signait le contrat du siècle aux US avec SAP, leader Européen de l'IT qui lui-même décrochait la plus grosse part du gâteau du Budget Chorus, malgré un procès perdu contre Oracle aux Etats Unis pour vol de Propriété Intellectuelle pour un montant de dommages et intérêts d'1,3 milliards de Dollar...

Et que le Dirigeant Historique de SAP à l'époque, se retrouvant remercié pour ce vol d'IP, devenait CEO de Hewlett Packard pour quelques semaines seulement, avant de se faire licencier avec pertes et fracas pour l'achat d'une coquille vide à 5 milliards de dollars, au moment précis où Anne Lauvergeon se faisait remercier avec Uramin, pour les mêmes raisons et des montants à peu près équivalents par AREVA.

Ce qui les encouragera très certainement à se consoler mutuellement en montant à 50/50, un Fond d'investissement dans la haute technologie au Royaume Unis, avant de le liquider au bout de 18 mois...

Ces collusions, et il en existe des dizaines et des dizaines d'autres, pourraient presque prêter à sourire de par leur énormité.

Si leurs conséquences ne relevaient pas de la sécurité nationale, en plus de représenter des drames innombrables dans les rangs des dirigeants ruinés de ces PME, de leurs employés, et de l'ensemble de leurs familles.

En effet, une action en justice est menée par plusieurs entreprises Américaines, depuis plus de 3 ans à la cour de Californie du Nord, contre SAP pour IP theft, avec pour ce second procès, des révélations en marge de l'affaire, d'un Avocat Américain précisant que le Leader Européen de l'IT pourrait avoir subi des pressions de la part de Services de renseignements Américains sur des informations sensibles dans le cadre du FCPA, et ce, concernant des groupes Européens de premier tout premier ordre...

En même temps, il vrai que dans un contexte de dommages et intérêts de plusieurs dizaines de milliards de dollars, certaines formes de chantages peuvent s'avérer intéressants comme solde de tout compte pour l'ensemble des parties, mais au détriment de notre Pays.

### **Troisième exemple, au Niveau Local**

*Les collusions existantes entre élus et professionnels des secteurs de la promotion immobilière et de la construction : les conséquences sur l'économie locale des biens communaux mal acquis. Exemple récent dans le Grand-Est.*

- Un Notaire réalise une vente de bâtiments communaux, lui-même Associé avec l'ensemble des acquéreurs dans de nombreuses sociétés, de ces biens immobiliers du Patrimoine communal, vendus à des prix dérisoires par rapport aux niveaux réels de prix du marché de l'immobilier.
- Les biens Vendus sous-estimés par les services des domaines, en raison de l'absence de clé pour les visiter le jour de l'estimation du fonctionnaire des services (Confirmé dans le compte rendu des domaines)
- Le fonctionnaire en charge des estimations parti en retraite anticipée entre le moment d'une demande de RDV aux services des Domaines et l'obtention de ce RDV par l'opposition municipale
- L'opposition au conseil municipal, réalise un signalement au procureur, sans nouvelle depuis mais sans être classé sans suite pour autant depuis deux ans
- Les actes de vente sont réalisés par l'étude du notaire associé aux promoteurs, et deux actes de ventes de ces mêmes biens sont réalisés le même jour par son étude notariale (Achat à la Ville + Revente le même jour. illégal)
- La revente de certains de ces biens le même jour se fait avec des sociétés de droit étrangers ayant des titres au porteur, et des administrateurs nés dans les pays de l'Est au moment de l'opération.
- Le financement de ces projets immobiliers est réalisé par une banque bien implantée localement, avec une certaine légèreté manifeste sur la vérification des bénéficiaires effectifs et des montages en amont (à l'étranger)
- Des gérants de ces sociétés étrangères, sur ces acquisitions de biens communaux, sont pour certains, gérants de dizaines de SCI aux noms codés (Consonnes + numéros) immatriculées sur Paris
- Le capital social de ces SCI parisiennes à leur création, (des dizaines immatriculées la même semaine) est compris entre quelques centaines de milliers à plusieurs millions d'euros.
- L'un des associés des biens mal acquis du patrimoine communal, leader immobilier du secteur, a pour directeur général, le mari de la première adjointe de la grosse commune du secteur depuis des années
- Un témoin, interrogé récemment dans le cadre d'une enquête par la police, a reconnu avoir rapatrié pour le compte de l'un de ces acquéreurs / promoteurs, plusieurs centaines de milliers d'Euros en espèces, en provenance des pays l'Est

Ces 3 exemples illustrent, à chaque niveau, ce qu'est que capitalisme de connivence et ses travers. Notamment pour les PME, dans la mesure où se ne sont pas les plus performantes ni les plus innovantes qui se développent, mais bien celles qui bénéficient de ces réseaux d'influences, et la première des conséquences, est tout simplement de ne pas voir en France de pépite se retrouvant au sommet des secteurs au niveau international, quels qu'ils soient.

Le manque d'excellence a des conséquences financières dramatiques en terme de surcoûts pour le contribuable français.

Pour l'Etat, en terme de pillage de données et d'informations par des puissances étrangères est lourd de conséquences dans la souveraineté du pays ainsi qu'au niveau économique (Affaires Alstom, Airbus, Technip, BNP PARIBAS, Société Générale...)

Mais en réalité, nous avons déjà atteint le stade supérieur :

### **Le State Capture**

Ou capture de l'Etat en Français, qui est une forme de corruption politique dans laquelle les intérêts privés d'un groupe influencent considérablement le processus décisionnel d'un Etat à leur propre avantage.

Un Scandale d'Etat en Afrique du Sud a défrayé la Chronique il y a 3 ans.

Connu sous le nom de « Scandale Gupta Leaks », les entreprises impliquées dans l'affaire s'appelaient Mc Kinsey, Bain & Cie, Deloitte, KPMG, SAP...

Toutes condamnées, avec la particularité que le procès a conduit l'ancien président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, derrière les barreaux depuis...

Alors en Conclusion, pour reprendre et compléter la citation de Talleyrand :

**« Les Financiers ne font bien leurs affaires que lorsque l'Etat les fait mal »**

**Quid d'un état mal gouverné par de bons financiers ?**

**Mais..**

**Quid d'un Etat mal gouverné par de bons financiers, et sous influence de puissances étrangères ?**

Je vous remercie infiniment pour votre attention,

Lionel Bieder